

## ANNEXE I

### Termes de références pour le recrutement d'un Juriste pour la rédaction des documents juridiques pour la constitution de l'entreprise sociale ZAE+

#### I. Contexte

Au Mali, avec un taux d'électrification en zone rurale estimé au mieux à 20%, le défi énergétique est considérable. En effet, le taux d'utilisation de l'électricité à des fins productives se situe autour de 10% dans les communes rurales électrifiées par les micro-réseaux décentralisés. Par ailleurs, les acteurs productifs ayant des besoins spécifiques d'électricité, et qui avaient tentés de devenir des clients de ces micro-réseaux, ont été contraints de revenir à l'usage de groupes électrogènes pour des raisons de qualité du courant électrique et de plage horaire de fourniture. Par ailleurs, l'importation des combustibles fossiles fait que le coût de l'électricité dans les zones rurales est deux fois plus élevé que dans les zones urbaines, vu que la majorité des fournisseurs d'électricité fonctionnent avec de l'énergie thermique.

Dans ce cadre, afin de soutenir l'activité agricole, la transformation locale et le secteur tertiaire qui sont les principaux vecteurs d'emplois et les moteurs de l'économie rurale au Mali, d'une part, et de permettre à la population d'accéder à des alternatives pour leurs besoins quotidiens et fondamentaux en énergie, d'autre part, le Geres<sup>1</sup> a développé au Mali un projet d'entreprise sociale ZAE+ spécialisée dans le développement et la gestion de Zones d'Activités Electrifiées (ZAE) et la distribution de solutions solaires visant à apporter une réponse adéquate. En effet, en ciblant et priorisant les usages productifs de l'énergie à l'endroit du tissu entrepreneurial rural, il permet de répondre à la double problématique de la viabilité de la production électrique et de l'accès à l'énergie dans les zones rurales.

Ainsi, le projet d'entreprise visera en premier lieu à mettre à la disposition des petites entreprises rurales (TPE) un environnement adéquat, une pépinière, pour favoriser la croissance des activités et leur pérennisation, par le développement et la gestion technique d'infrastructures énergétiques, la mise à disposition puis la gestion et la maintenance de bâtiments bioclimatiques, et le développement partenarial et commercial des activités tant pour les TPE que pour la ZAE. En plus, elle mettra également à la disposition des professionnels en dehors de la ZAE ainsi qu'à la population locale, des offres d'équipements productifs et de solutions domestiques solaires. Ces solutions seront des alternatives durables et à moindre coût facilitant l'accès à l'électricité, que ce soit pour les besoins de production que de consommation quotidienne.

En capitalisant sur les retours d'expérience et des leçons tirées du projet de ZAE pilote (Zone d'Activité Electrifiée) de Konséguéla mis en œuvre par le Geres depuis 2014, un projet de développement et de mise à l'échelle des ZAE a été initié depuis 2017 avec comme ambition de développer un parc de 18 ZAE au Mali sur 3 régions de 2019 à 2024. A cet effet, la stratégie retenue pour l'institutionnalisation de l'entreprise sociale ZAE+ en charge de la gestion du parc de ZAE consiste à rassembler dans un premier temps un socle actionnarial regroupant autour du projet des investisseurs Maliens fondateurs de l'entreprise sociale. Dans une seconde phase de la stratégie d'institutionnalisation, il est attendu que ce bloc actionnarial malien appelé à détenir la majorité des actions soit rejoint et complété par des actionnaires internationaux institutionnels ou privés.

---

<sup>1</sup> <https://www.geres.eu/>

Dans le cadre de cette démarche, le Geres a réuni à Bamako (Mali), du 17 au 19 octobre 2019, 3 entrepreneurs Maliens pressentis et désireux d'entrer dans le capital de ladite entreprise : le Groupe SAER, le Groupe FAMIB et Yélé Consulting.

Ces réunions collectives avec les entrepreneurs-investisseurs maliens visaient à :

1. Faire se rencontrer les entrepreneurs-investisseurs pour qu'ils perçoivent l'intérêt de s'allier autour d'une vision et d'une analyse commune et de compétences complémentaires.
2. Partager et débattre des fondamentaux du projet : la vision, la mission, les objectifs, la stratégie opérationnelle, les propositions de valeur, le modèle économique et financier, le schéma de gouvernance et la dimension sociale.
3. Valider une feuille de route pour finaliser un bloc actionnarial malien (statuts, pactes, répartition...) et définir les conditions de mobilisation de moyens complémentaires (en capital et ou dette).

A l'issue de cette rencontre de trois jours, plusieurs points d'accord ont été retenus et consignés dans un Mémoire d'Entente signé par les 3 entrepreneurs-investisseurs et le Geres. Ce sont notamment les éléments clés du modèle économique et financier de l'entreprise sociale ZAE+, ainsi que ses principes directeurs du modèle de gouvernance. Concernant plus spécifiquement ce dernier point, les parties prenantes à cette réunion des investisseurs potentiels ont défini deux principales priorités pour avancer dans la stratégie d'institutionnalisation et de création de l'entreprise sociale ZAE+, à savoir :

- La rédaction des statuts ;
- La rédaction des pactes d'actionnaires.

C'est dans ce cadre que le Geres sollicite une consultance juridique pour la rédaction des documents juridiques nécessaires et clés pour la constitution de l'entreprise sociale ZAE+.

## **II. Objectifs**

L'objectif général de la consultance est de rédiger les statuts et les pactes d'actionnaires de l'entreprise sociale ZAE+.

Il s'agira plus spécifiquement de :

1. Définir le statut juridique de l'entreprise sociale sur la base des différents éléments de cadrage définis dans le business plan de l'entreprise sociale, dans le Mémoire d'Entente signé par les investisseurs fondateurs potentiels et en tenant compte du cadre juridique Malien en la matière ;
2. Proposer des organes et des modèles de gouvernance tenant compte particulièrement des principes actés dans Mémoire d'Entente dans un premier temps et d'apporter ensuite des évolutions en fonction des réactions des parties prenantes, à savoir (1) les entrepreneurs-investisseurs, (2) le Geres et (3) d'autres partenaires amenés à contribuer au financement de l'entreprise, tels que les Fonds d'Investissement à Impact (Les 3 parties sont dénommées ci-après les parties associées) ;
3. Proposer un projet de statut et apporter des modifications et évolution en fonction des retours des parties associées ;
4. Proposer des projets de pacte d'actionnaires en tenant compte des principes et souhaits des parties associées et apporter des modifications au fur et à mesure de l'évolution du projet d'ici à sa création effective.

### **III. Résultats attendus**

A l'issue de cette prestation, les statuts ainsi que les pactes d'actionnaires de l'entreprise sociale ZAE+ sont rédigés et signés par les actionnaires fondateurs.

Trois principaux livrables finaux sont attendus au cours de cette prestation :

1. Un rapport d'analyse sur le statut juridique privilégié pour l'entreprise sociale ZAE+ et sur la proposition d'organes et de modèle de gouvernance. Ce rapport inclura des références à des exemples de statuts et pactes choisis par des entreprises évoluant dans des conditions proches de celles de ZAE+, à savoir une entreprise sociale, une entreprise exploitant des sites ruraux, et la prise en compte du secteur énergie.
2. Un projet final de statut pour ZAE+ ;
3. Des projets finaux de pactes d'actionnaire à signer par les actionnaires fondateurs.

### **IV. Tâches du consultant**

Les indications méthodologiques suivantes ne sont pas exhaustives et il appartiendra au consultant de détailler et de préciser sa démarche dans sa proposition.

#### **A. Analyse du contexte :**

1. Revue et analyse du cadre réglementaire régissant les sociétés de commerce, les associations, les coopératives, ainsi que tout autre statut juridique potentiel au Mali ;
2. Revue et analyse du cadre réglementaire régissant le PPP au Mali ;
3. Revue et analyse des éléments liés au concept d'entreprise sociale, à l'économie sociale et solidaire au Mali et si nécessaire dans la sous-région ;
4. Revue et analyse des documents relatifs au projet ZAE+ ;
5. Entretiens avec chacun des actionnaires fondateurs potentiels de la ZAE+.

#### **B. Synthèse et formulation de recommandations :**

1. Identifier des formes juridiques potentielles pour ZAE+ ;
2. Présenter les résultats d'une recherche sur des projets similaires dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en matière de statut juridique et de modèle de gouvernance ;
3. Analyser comparativement des différentes formes juridiques et proposer des statuts idoines répondant à la fois aux exigences des actionnaires fondateurs, aux exigences d'une entreprise sociale et aux exigences légales au Mali ;
4. Proposer des organes et des modèle de gouvernance pour ZAE+ répondant à la fois aux exigences légales du statut juridique retenu, aux enjeux de gouvernance attendus d'une entreprise sociale, en cohérence avec les principes directeurs définis dans le Mémoire d'Entente et en tenant des retours des parties associées.

#### **C. Rédaction des projets de textes :**

1. Rédiger le projet final de statut de l'entreprise sociale ZAE+ ;

2. Rédiger les projets finaux de pacte d'actionnaires entre les parties associés.

La démarche proposée par le consultant juridique sera la plus participative possible et chaque livrable fera l'objet d'une validation par le Geres et les investisseurs fondateurs potentiels. Le projet ZAE+ dispose d'un Comité Exécutif réunissant les parties associées, qui sera l'intermédiaire pour le consultant.

Le Geres propose 5 réunions d'étape en lien avec le calendrier proposé :

- Une réunion de briefing avant envoi des documents ;
- Une réunion de cadrage et d'analyse de la démarche du consultant, après partage des documents ;
- Une réunion pour la présentation du livrable 1 : rapport d'analyse ;
- Une réunion pour la présentation du livrable 2 : projet de statut ;
- Une réunion pour la présentation du livrable 3 : pactes d'actionnaires.

Les réunions peuvent se tenir en format numérique.

## V. Estimation de la charge de travail

La charge de travail nécessaire est estimée à 20 j/h et s'étalera sur une durée comprise entre la date d'attribution du contrat de consultance et la date de création de l'entreprise. Cette durée est estimée entre 4 et 5 mois.

## VI. Calendrier

Le calendrier suivant est fourni à titre indicatif et sera ajusté et convenu avec le prestataire lors de la signature du contrat (S = Semaine) :

Activités	Calendrier
Démarrage de la prestation	1 <sup>er</sup> février 2020
Analyse du contexte	S1
Synthèse et formulation des recommandations	S2
Remise du Livrable 1 : Un rapport d'analyse sur le statut juridique idoine de l'entreprise sociale ZAE+ et sur les organes et les modèles de gouvernance incluant des exemples sur des entreprises sociales similaires en Afrique de l'Ouest.	S4
Revue et validation du livrable 1	S5
Rédaction du projet de statut	S6 – S7
Rédaction des projets de pactes d'actionnaire	S6 – S7
Remise des livrables 2 et 3	S8
Revue des livrables 2 et 3	S8 – S12
Validation des livrables 2 et 3	S13 – S18

## VII. Profil du consultant

Le juriste devrait avoir le profil suivant :

- Diplôme supérieur en Expertise-Comptable ou en Droit, avec une spécialisation en « Droit des Affaires » ;

- Au moins 10 ans d'expériences professionnelles notamment les consultations juridiques, la rédaction d'actes et de documents statutaires et de pacte d'actionnaire, des activités de conseil dans le cadre de la constitution de sociétés;
- Des expériences préalables en « social business » serait un atout ;
- Bonne connaissance du contexte et de l'environnement des affaires au Mali ;
- Très bonnes capacités d'analyse et d'organisation, logique, dynamique et proactif ;
- Fortes capacités relationnelles et de communication orales et écrites ;

Excellente maîtrise du français.